

comme instrument politique, mais elles ne sont pas pour cela susceptibles de trouver intérêt à augmenter leur production d'ici quelques années à un niveau approchant les besoins anticipés. Le monde doit donc se tenir pour dit qu'il lui faut chercher et exploiter, de façon urgente, de nouvelles sources d'énergie. Cela prendra probablement beaucoup de temps, surtout s'il s'agit d'élaborer de nouvelles techniques, et il faut compter que ces nouvelles provisions d'énergie seront plus coûteuses qu'à l'accoutumée.

Accommodements difficiles

Il y a lieu d'envisager entre temps certaines adaptations pénibles, et d'affronter certains défis, dans le domaine non seulement des économies nationales mais dans celui des rapports économiques internationaux. A ce propos, quatre questions semblent être d'un intérêt immédiat: 1) Dans quelle mesure la pénurie de pétrole va-t-elle entraver l'activité économique? 2) Quelles seront les répercussions d'une hausse abrupte du coût de l'énergie sur un monde déjà aux prises avec l'inflation? 3) Un système monétaire international déjà en désarroi pourra-t-il s'accommoder aux énormes déplacements de la balance des paiements occasionnés par la multiplication des prix du pétrole? 4) La redistribution formidable des revenus et des accumulations de capital empêchera-t-elle l'apport des capitaux requis pour l'exploitation de nouvelles sources d'énergie?

Si les pays industrialisés ne peuvent se procurer, pas plus que les économies en développement, comme celle de l'Inde, ne peuvent se payer l'approvisionnement d'énergie à base de pétrole dont ils ont besoin, il pourrait se produire à brève échéance une régression économique ou pire, doublée au long terme d'un ralentissement accusé de leur croissance. Comme on l'a vu précédemment, l'activité économique ainsi que les niveaux du revenu sont en rapport étroit avec la consommation d'énergie. Le Japon, l'Europe de l'Ouest et les États-Unis subiront tous d'ici quelques mois, à un sérieux degré, le contrecoup de la réduction réelle ou anticipée des approvisionnements. Le Canada ne semble pas appelé à en souffrir outre mesure de façon directe, mais la grande subordination de son commerce à une clientèle extérieure l'expose à essayer indirectement les conséquences graves de tout ralentissement à l'étranger.

A plus longue échéance, les économies industrielles devraient pouvoir endurer cette pénurie d'énergie mieux que les pays en développement. Ils ont tout d'abord la faculté d'apprendre à utiliser leur énergie

plus efficacement. Puis, leurs niveaux de revenu sont déjà assez élevés pour leur assurer malgré tout une existence plus agréable, même s'ils ne peuvent accepter calmement qu'on menace leur expansion future. Par contre, les populations des pays en développement aspirent à atteindre des niveaux de revenus analogues à ceux dont jouissent les économies développées de sorte que, si ces espoirs sont frustrés par la pénurie d'énergie, leur avenir économique, politique et social risque d'être très sombre. Une telle perspective est des plus inquiétantes pour le monde industrialisé.

Effets de l'inflation

L'inflation sévit à l'état chronique, et plus gravement encore dans bien des cas, dans la plupart des pays industrialisés. Il s'ensuit que la hausse abrupte, presque du jour au lendemain, du coût de leur principale source d'énergie aurait difficilement pu se produire à un pire moment.

Il se pourrait, toutefois, que l'on tende à exagérer ces augmentations de prix. Tout d'abord, les hausses dont on entend parler se rapportent d'habitude aux prix du pétrole brut ou du gaz naturel fixés à la source. Or, entre le puits et le consommateur viennent s'ajouter beaucoup d'autres frais, majorés pour la plupart selon les taux courants d'inflation. Il s'ensuit donc, pour ce qui est du coût au consommateur, que le prix à la source est proportionnellement moins élevé que les chiffres renversants cités par les organes de presse. Pour illustrer le problème, notons, par exemple, qu'à la fin de janvier cette année les pays de l'OPEP dans la région du golfe Persique ont augmenté la recette de leurs gouvernements à environ sept dollars le baril. Cette somme est pourtant moins élevée que le montant des recettes gouvernementales perçues au Canada, à l'endroit d'un baril régulier d'essence, sous forme de taxes de la voirie provinciale et de taxe fédérale à la vente, sans compter les impôts sur le revenu des sociétés.

Si indispensable que soit l'énergie à presque tous les genres d'activité économique, de même qu'à la consommation privée aux fins, disons, du chauffage et du transport, le besoin global d'énergie de l'économie canadienne ne représentait avant la récente hausse des prix qu'à peu près huit et demi pour cent du produit national brut, tandis que les dépenses en combustible d'une usine typique étaient de l'ordre de quatre pour cent de la valeur ajoutée, soit deux pour cent de la valeur des expéditions. Les économies industrielles pourront donc censément s'adapter aux hausses nécessaires des coûts, mais le problème sera